

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS & LAFARGE GRANULATS

4, Place des Saisons
Tour Alto
92400 Courbevoie

Références : -

Code AIOT : 0006516348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS & LAFARGE GRANULATS implanté Carrière des Trois Cèdres 78955 Carrières-sous-Poissy. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection était programmée compte-tenu de la périodicité imposée par le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que dans le contexte d'une cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS & LAFARGE GRANULATS
- Carrière des Trois Cèdres 78955 Carrières-sous-Poissy
- Code AIOT : 0006516348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sable et de gravier en eau exploitée à ciel ouvert, exploitée de façon conjointe et solidaire par les sociétés HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG) et LAFARGE GRANULATS (LG).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre national des terres excavées et sédiments (données transmises)	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R541-43-1 II	Demande d'action corrective	15 jours
3	Remblaiement de la carrière avec les terres polluées issues du site	Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-13-3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Analyse des matériaux de remblais	Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-14	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article IV-3-3	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux de remblais extérieurs	Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-13-2	Sans objet
5	Plans et information sur l'activité	Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-18	Sans objet
7	SUIVI ENVIRONNEMENTAL	Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection conduit à solliciter la transmission de documents de synthèse relatifs aux suivis et contrôles réalisés lors de l'exploitation de la carrière, afin de mieux caractériser son impact résiduel potentiel sur l'environnement. Ces éléments ne figurent pas dans les dossiers de cessation d'activité déposés les 22/10/2025 et 29/01/2026.

De plus, en l'absence d'éléments de synthèse hydrogéologique joint au mémoire de réhabilitation, la surveillance piézométrique devra être maintenue post-exploitation, a minima dans les conditions de l'arrêté préfectoral en vigueur, et jusqu'à production d'un bilan quadriennal permettant de réévaluer la situation. Un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires pourra être pris à l'encontre des exploitants afin d'en préciser les modalités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux de remblais extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-13-2
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux de remblais extérieurs
Prescription contrôlée : Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes au sens de la réglementation afférente aux installations classées pour la protection de l'environnement. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, enrobés bitumineux etc. Les boues de décantation argileuses en provenance des installations de traitement de granulats exploitées par les sociétés GSM et Lafarge, à proximité immédiate de la carrière, sont autorisées en remblaiement dans les emprises de la première phase d'exploitation ainsi que pour la constitution de la couverture argileuse au-dessus des terres impactées par des polluants lixiviables. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée. Les exploitants tiennent à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les matériaux d'apport extérieur ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. Les exploitants prennent toutes dispositions pour que la personne qu'ils ont préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés en procédant aux

opérations suivantes :

- déchargement des matériaux sur une zone plane et stabilisée à une distance minimale de 5 m du bord de la fouille,
- vérification de la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- contrôle visuel de la nature des matériaux apportés.

A l'issue de cette vérification, soit les exploitants autorisent la mise en remblai, soit ils font recharger les matériaux indésirables et l'indiquent sur le registre précité.

Le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par les exploitants ou leur préposé.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont la nature est reconnue non conforme aux prescriptions de cet article, après le départ du véhicule, peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont ensuite évacués vers des centres de traitement dûment autorisés. Ces différentes opérations également sont tracées dans le registre.

Constats :

Un document synthèse des tonnages extraits et remblayés, mois par mois, par chacun des 2 exploitants, est présenté à l'inspecteur.

Les exploitants rappellent que l'extraction de matériaux a pris fin en 2023. Le remblayage de la carrière s'est déroulé d'avril 2019 à novembre 2024. Il s'est ensuite poursuivi, pour la partie ouest de la carrière, d'avril 2025 à novembre 2025, après une période d'attente nécessaire à la stabilisation du bassin de décantation des boues.

Les exploitants précisent à l'inspecteur que les réceptions des remblais d'origine extérieure étaient réalisés soit sur la criblerie de LAFARGE, soit sur la criblerie de HMFG, chacune des deux cribleries disposant de son propre pont bascule. Ainsi, chacun des exploitants tient un registre chronologique interne distinct, dans lequel sont consignées les informations relatives aux remblais extérieurs. Le temps imparti à la visite d'inspection n'a pas permis d'en examiner le contenu. Néanmoins, ce sujet a pu faire l'objet d'une appréciation indirecte à travers les points de contrôle n°2 (transmission de données au registre national des terres excavées et sédiments) et n°4 (examen des derniers contrôles inopinés sur remblais).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre national des terres excavées et sédiments (données transmises)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R541-43-1 II

Thème(s) : Risques chroniques, Registre national des terres excavées et sédiments

Prescription contrôlée :

Art. R541-43-1 II du code de l'environnement

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées

et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]

Art. 6 de l'arrêté du 31/05/2021

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le remblayage de la carrière des trois cèdres s'est déroulé d'avril 2019 à novembre 2024 puis d'avril 2025 à novembre 2025.

L'inspecteur constate, à date de l'inspection, que les déclarations au registre national des terres excavées et sédiments ont été réalisées :

- de janvier 2023 à novembre 2024, avec le numéro SIRET 57216565200023, pour les apports extérieurs de terres excavées acceptés par HMFG.
- de janvier 2023 à novembre 2025, avec le numéro SIRET 56211088200494, pour les apports extérieurs de terres excavées acceptés par LG.

L'année 2022 n'a pas été rattrapée, les exploitants faisant valoir la période de tolérance accordée par le ministère.

Les principaux manquements relevés concernent les déclarations réalisées par HMFG :

- les apports réalisés pendant l'année 2025 n'ont pas été déclarés ;
- les numéros des documents d'acceptation préalable (DAP) sont indiqués de façon parcellaire (sur plus d'un tiers des mouvements de terres entrants, aucun numéro de DAP ne figure)

Il est également à noter que les déclarations HMFG et LG ne contiennent pas les données issues de l'analyse chimique disponibles, et que les informations spécifiques aux refus liés à des analyses chimiques non conformes ne sont pas non plus reflétées dans les déclarations effectuées. Cette carence dans la complétude des données déclarées n'est toutefois pas spécifique à la carrière des 3 cèdres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant HMFG de déclarer les apports de terres excavés réalisés sur la carrière des 3 cèdres lors de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Remblaiement de la carrière avec les terres polluées issues du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-13-3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement de la carrière avec les terres polluées issues du site

Prescription contrôlée :

Le remblaiement avec les terres polluées issues du site respecte les schémas de principe du document intitulé "Confinement des terres polluées", annexé au présent arrêté.

Le mode opératoire est le suivant :

1. remblaiement avec des matériaux d'apport extérieur inertes jusqu'à un niveau supérieur de 50 cm minimum au-dessus du niveau des hautes eaux de la nappe modélisée par l'étude hydrogéologique Burgeap ;
2. mise en place des terres polluées ;
3. mise en place d'une couche d'argile de 10 cm d'épaisseur ainsi qu'un grillage avertisseur au dessus des terres dont les polluants sont lixiviables ; la surface de la couverture d'argile est étendue de part et d'autre des surfaces d'enfouissement d'une longueur minimale de 5 m ;
4. mise en place d'une couche de recouvrement d'épaisseur minimale 80 cm, composée à nouveau de matériaux inertes extérieurs, jusqu'à la cote du terrain naturel.
5. L'ensemble des obligations visées ci-dessus est vérifié par des relevés géomètres au même titre que la côte finale des terrains remblayés.

L'ensemble des relevés géomètres fait partie des plans de remise en état du site.

Les terres polluées sont enfouies conformément au plan de localisation annexé au présent arrêté.

Compte tenu du remblaiement de la carrière en partie avec des terres polluées, les exploitants justifient, au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, de l'inscription au registre foncier de l'acte qui formalise les restrictions d'usages demandées par le propriétaire des terrains et toute partie prenante.

Constats :

Concernant l'emprise de la carrière concernée par l'enfouissement de terres polluées, l'exploitant a transmis un dossier de cessation d'activité le 31/01/2025, complété le 22/10/2025.

Le mémoire de réhabilitation, référencé GINGER BURGEAP IF1500027 / 1122215-03 du 01/10/2025 conclut que *"l'ensemble des prescriptions concernant les terres impactées ont été mis en œuvre lors de l'exploitation de la carrière qui étaient les suivantes :*

- *Stockage des terres non inertes lixiviables en merlons encapsulés dans une géomembrane ;*
- *Remblaiement par des terres d'apports inertes à la cote PHEC + 50cm*
- *Mise en place des terres impactées*
- *Recouvrement de 10 cm d'argiles*
- *Pose d'un grillage avertisseur*
- *Remblais sur 90 cm minimum jusqu'à la cote du terrain naturel"*

En particulier, pour attester de la conformité aux côtes topographiques et hauteurs minimales de couches prescrites, les plans topographiques suivants sont présentés dans le mémoire de réhabilitation :

- Plan de Synthèse Contrôles du Remblai Hors Influence de la Nappe (PHESN +50 cm) - Situation au 10 Juillet 2024
- Plan de Synthèse Contrôles des Altitudes du Toit des Terres Impactées - Situation au 24 Juillet 2024
- Plan de Synthèse Contrôles de l'Epaisseur d'Argile (+0.10) - Situation au 26 Juillet 2024
- Plan de Synthèse Contrôles de l'Epaisseur de Recouvrement Final - Situation au 12 Novembre 2024
- Plan de Synthèse Etat Topographique au 3-12-2024

L'ensemble des mouvements de terres polluées depuis leur découverte jusqu'à leur mise en confinement a fait l'objet de rapports de suivi de travaux qui sont annexés au mémoire de réhabilitation :

- Rapport de travaux de terrassement des terres de découverte la phase A - Avril 2017
- Rapport de travaux de terrassement des terres de découverte la phase 3 (partie Ouest de la phase B) – Janvier 2019
- Rapport de travaux de terrassement des terres de découverte la phase 4 (partie Est de la phase B) – Octobre 2020
- Rapport de travaux de terrassement des terres de découverte la phase 5 (partie Est de la phase C) – Juin 2021
- Rapport Assistance technique pour le suivi des travaux des terres de découvertes de la phase 6 (partie Ouest de la phase C) – Septembre 2023 (décrivant des travaux réalisés entre mai et octobre 2022).
- Rapport Assistance technique pour le suivi des travaux de remblaiement de la carrière –

Décembre 2024 (décrivant des travaux réalisés de septembre 2023 à juillet 2024).

Le mémoire de réhabilitation vise à démontrer que le mode opératoire de « confinement des terres polluées », tel qu'approuvé par arrêté préfectoral, a été globalement respecté. Toutefois, il manque de complétude et de clarté pour permettre une compréhension claire et détaillée de l'enchaînement précis des terrassements réalisés dans le respect de ce mode opératoire approuvé par arrêté préfectoral. À la lecture des rapports annexés au mémoire, les observations et interrogations suivantes en ressortent.

- Il n'est pas clairement établi si l'extension minimale de 5 mètres de couverture d'argile a bien été réalisée de part et d'autre des zones d'enfouissement des terres impactées, ni si cette conformité a été vérifiée.
- Dans le rapport de travaux de la phase 4 (B Est) : le levé topographique daté du 05/02/2020 représente un stock en mélange de terres polluées non-inertes lixiviables (NI-L) et non-inertes non-lixiviables (NI-NL) de 11045 m³ provenant de la découverte de la phase 4 (B Est) et mis en confinement sur la zone A, mais qui déborde de la zone A dans la bande de 10 mètres de la carrière en touchant quasiment la limite du périmètre d'autorisation de carrière ; dès lors, le rapport ne dénonce pas la conformité de cette opération de terrassement, visiblement en dehors du cadre défini ; puis, le levé topographique daté du 08/03/2021 figurant dans le rapport de travaux de la phase 5 (C Est) montre une nouvelle représentation de ce stock de 11045 m³ ne débordant plus de la bande de 10 mètres, mais sans aucune explication quant au remaniement effectué ; puis sur le plan topographique daté du 22/08/2022 figurant dans le rapport de travaux de la phase 6 (C Ouest), ce stock n'est plus représenté. Il semble avoir été déplacé dans le cadre des travaux d'excavation des remblais EOLE, mais sans aucun rapport de travaux joint au mémoire de réhabilitation n'attestant clairement de cette opération de déplacement de terres impactées, laissant alors l'incertitude quant aux modalités de gestion et supervision de cette opération. Par ailleurs des levés topographiques intermédiaires de terres impactées sembleraient exister en date des 24/02/2021 et 22/06/2022 sans qu'ils ne soient joints dans les documents annexés au mémoire de réhabilitation. En conséquence de quoi, il est constaté que non seulement le mémoire n'est pas synthétique, mais il est également incomplet dans sa description des mouvements de terres polluées.
- Il convient de noter que le mémoire de réhabilitation ne restitue pas non plus les importants travaux d'excavation de remblais "EOLE" réalisés en 2022 et 2023, les rapports visés dans l'APC du 27/12/2023 n'y figurant pas : rapport EODD P01323.03 indice 5 du 16/01/2023 portant sur l'AMO de contrôle et de suivi des travaux d'excavations des déblais EOLE, les rapports BURGEAP n°RESIIF14877-04 et n°RESIIF14938-02 du 22/02/2023, rapport BURGEAP LB3700108 / 1037414-02 du 03/07/2023 daté à tort du 03/07/2022 portant sur l'AMO de contrôle et de suivi des travaux d'excavation complémentaires. Le mémoire de réhabilitation ne présente pas de description synthétique de ces travaux et, comme indiqué précédemment, ne retrace pas précisément la chronologie exacte de la manipulation des stocks de terres polluées situés au-dessus de la partie à excaver.
- Les couches d'argiles de 10 cm prescrites et permettant la mise à l'abri des eaux météoriques n'ont pas été posées immédiatement sur les stocks de matériaux NI-L et NI-NL issus de la découverte des phases 4 (B Est) et 5 (C Est), une telle décision semblant relever de la seule volonté des exploitants : *"Le MOA souhaite réaliser le confinement des matériaux par la couche d'argile ultérieurement, lorsque les remblais occuperont une emprise suffisamment importante et qu'elle ne sera plus circulée par les engins de chantier."* Une telle gestion avec jusqu'à plus de 2 ans s'écoulant entre l'étape "mise en place des terres polluées" et l'étape "mise en place d'une couche d'argile de 10 cm d'épaisseur" ne paraît pas pleinement conforme au protocole approuvé et interroge quant à la bonne

prise en compte du risque de lixiviation ; tout du moins, une telle gestion contraste fortement avec celle des stocks temporaires NI-L issus des précédentes phases d'exploitation (A et 3), abrités dans les règles de l'art avec une géomembrane pendant toute la durée du stockage temporaire.

Concernant la restriction d'usage devant être mise en place, le dossier de cessation d'activité comporte une annexe intitulée "Proposition de RUP" (restriction d'usage entre parties), avec en préambule une lettre datée du 01/08/2025 à l'attention de l'inspection des installations classées signée par le propriétaire des terrains (EPFIF) et attestant du fait que le contenu de cette proposition de RUP non signée a bien été discuté entre l'EPFIF, les sociétés LAFARGE GRANULATS et HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS ainsi que l'EPAMSA, aménageur de la ZAC Ecopôle et futur acquéreur du terrain. Ce courrier précise également explicitement que l'EPFIF entend formaliser cette RUP par un acte authentique de notaire avec publication auprès du service de la publicité foncière, et que la RUP devra être annexée à la promesse de vente entre l'EPAMSA et l'EPFIF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé aux exploitants de :

- justifier de l'extension de la couverture d'argile de part et d'autre des zones d'enfouissement, et du respect de la longueur minimale de 5 mètres prescrite,
- produire la liste des rapports de terrassements ou travaux manquants permettant de retracer l'intégralité des mouvements de terres polluées avec une chronologie précise, et ayant par ailleurs vocation à être listé dans le mémoire de réhabilitation, avec une synthèse lisible et compréhensible,
- rendre compte à l'inspection de l'avancement du processus de mise en signature de la RUP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Analyse des matériaux de remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-14

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des matériaux de remblais

Prescription contrôlée :

Outre les contrôles réalisés à l'initiative des exploitants, des contrôles sont réalisés de manière inopinée par un organisme désigné par eux à une fréquence semestrielle.

Ce contrôle comprend les éléments suivants :

- vérification sur les arrivages des bordereaux de suivi et de la conformité du chargement à ce bordereau,
- réalisation d'un contrôle visuel et olfactif après déchargement,
- réalisation de 3 prélèvements sur les matériaux arrivant pendant une demi-journée,
- réalisation d'analyses, sur les 3 prélèvements précédents, portant sur les paramètres mentionnés ci-après :

1°Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter en mg/kg de matière sèche
Arsenic	0,5
Baryum	20
Cadmium	0,04
Chrome total	0,5
Cuivre	2
Mercure	0,01
Molybdène	0,5
Nickel	0,4
Plomb	0,5
Antimoine	0,06
Sélénium	0,1
Zinc	4
Chlorure (****)	800
Sulfate (****)	1 000 (**)

Fluorure	10
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble) (***)	4 000
<p>(**) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.</p> <p>(***) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.</p> <p>(****) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.</p>	

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(**) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

En cas de caractéristiques d'un matériau présentant une anomalie, le laboratoire peut prendre l'initiative de réaliser des analyses sur brut et sur lixiviation sur d'autres paramètres que ceux visés ci-dessus. Dans la sélection des échantillons analysés, le laboratoire prend en considération les caractéristiques organoleptiques des matériaux, leur origine et l'importance des chantiers dont ils proviennent.

En cas de dépassement des valeurs limites prescrites ci-dessus, le chargement incriminé est recherché et évacué vers un centre de traitement autorisé à le recevoir.

Les exploitants communiquent à l'inspection des installations classées leur analyse de l'incident, ces conséquences pour l'environnement ainsi que leurs propositions de mesures correctives.

Les exploitants tiennent à disposition des associations locales de protection tous documents liés

à la gestion des remblais (provenance, résultats d'analyses,...).

Constats :

L'inspecteur sollicite la présentation des 2 derniers contrôles inopinés par un organisme sur les remblais apportés en 2025. L'exploitant présente spontanément deux rapports de contrôle inopinés réalisés par un organisme externe, le premier pour une intervention en date du 14/05/2025, le second pour une intervention en date du 14/10/2025, dont les résultats sont retranscrits ci-après.

Le premier contrôle inopiné d'organisme du 14/05/2025 concerne la réalisation de 3 échantillons sur un même bon de pesée n° 63429, correspondant au document d'acceptation préalable (DAP) n° DAPE-W-050909 (sous la responsabilité de l'exploitant LG).

"Les résultats d'analyses mettent en évidence plusieurs dépassements des valeurs seuils de référence fixées par l'Arrêté Préfectoral n°35930 du 17 novembre 2015 :

- *Echantillon S1 : Deux dépassements ont été constatés :*
 - o *COT : 30 300 mg/kg (valeur seuil : 30 000 mg/kg)*
 - o *Antimoine sur lixiviat : 0,11 mg/kg (valeur seuil : 0,06 mg/kg)*
- *Echantillon S2 : Deux dépassements ont également été observés :*
 - o *Antimoine sur lixiviat : 0,11 mg/kg (valeur seuil : 0,06 mg/kg)*
 - o *Sulfates sur lixiviat : 1 420 mg/kg (valeur seuil : 1 000 mg/kg)*
- *Echantillon S3 : Un seul dépassement est relevé :*
 - o *Antimoine sur lixiviat : 0,11 mg/kg (valeur seuil : 0,06 mg/kg)"*

L'inspecteur considère le dépassement sur le paramètre antimoine comme avéré, le dépassement sur les paramètres sulfates et COT étant plus discutable.

Dans le rapport de l'organisme, il est mentionné que LAFARGE a indiqué *"avoir mis en œuvre des actions correctives. Ces dernières ayant notamment consisté en l'évacuation des tas de terres incriminés hors de la carrière, vers un centre de traitement autorisé à les recevoir (ISDI+ de Guerville)".* Le DAP DAPE-W-050909, daté du même jour que le contrôle inopiné, le 14/05/2025, mentionne une quantité arrivant par barge de 2008 tonnes, sur la base d'un jaugeage réalisé le 05/05/2025 au chargement à Gennevilliers. Aucun autre élément dans le rapport ne permet de comprendre la quantité déchargée, évacuée, et éventuellement mise en remblais sur la carrière des 3 cèdres et non reprise. Une recherche approfondie sur le registre national montre que l'exploitant LAFARGE n'a déclaré sous la référence "DAPE-W-050909" aucun mouvement entrant ni sortant sur la carrière des 3 cèdres ou sur la criblerie (porteurs du même numéro de SIRET), et qu'un déchargement (même producteur, même numéro de parcelle d'origine) a bien été réalisé sur l'ISDI de Guerville exploitée par LAFARGE sous une nouvelle référence "DAPE-W-053889" mais pour une quantité de seulement 308 tonnes.

Le second contrôle inopiné d'organisme du 14/10/2025 porte sur la réalisation de 3 échantillons (T1, T2 et T3) sur 3 bons de pesée distincts (respectivement : 000555, 3156916713, 3156916633) et relatifs à 3 DAP (respectivement : DAPE-W-057657, HMFGCSP006 et HMFGCSP004).

"Les résultats d'analyses mettent en évidence plusieurs dépassements des valeurs seuils de référence fixées par l'Arrêté Préfectoral n°35930 du 17 novembre 2015 :

- *Echantillon T1 : Deux dépassements ont été constatés :*
 - o *Fraction soluble : 24 900 mg/kg (valeur seuil : 4 000 mg/kg) ;*
 - o *Sulfates : 16 500 mg/kg (valeur seuil : 1 000 mg/kg) ;*
- *Echantillon T2 : Deux dépassements ont également été observés :*
 - o *Fraction soluble : 22 900 mg/kg (valeur seuil : 4 000 mg/kg) ;*
 - o *Sulfates : 11 400 mg/kg (valeur seuil : 1 000 mg/kg).*

• *Echantillon T3 : Un seul dépassement est relevé :
o Fluorures sur lixiviation : 27,2 mg/kg (valeur seuil : 10 mg/kg)."*
Dans le rapport de l'organisme, il est mentionné que :

- *LAFARGE a indiqué par courriel en date du 12/12/2025 et 16/01/2026, avoir mis en œuvre des actions correctives. Ces dernières ayant notamment consisté en l'évacuation des tas de terres incriminés hors de la carrière.*
- *Les terres issues des chantier Heidelberg Materials ont été reprises en charge par la société (bons de rechargement datés du 25/11/2025 transmis à l'organisme le 16/12/2025).*

Aucun mouvement d'entrée ou sortie n'a été déclaré sur le registre national pour les 3 numéros de DAP pré-cités. Aucune information de l'inspection des installations classées n'a été réalisée.

En synthèse, ces 2 rapports d'organisme montrent que, statistiquement, 100% des contrôles inopinés effectués en 2025 ont conduit à constater des non-conformités. Ils ne permettent pas d'identifier précisément la nature des actions correctives mises en place par les exploitants, en dehors de la seule évacuation des tas sur lesquels ont porté les analyses non conformes. Les quantités éventuellement déjà acceptées sous un même numéro de DAP, mises en remblais sur la carrière et non reprises ne sont pas explicitées. Les devenir des terres refusées ou ré-orientées vers une autre installation ne sont pas déclarés sur le registre national des terres excavées et sédiments en tant que mouvement sortant, alors que la mise en attente le temps d'obtenir le résultat des analyses est assimilable à une installation de transit. L'origine des non-conformités n'est pas explicitée et il n'est pas établi qu'un dialogue ait été engagé avec le producteur afin de rechercher des causes profondes.

L'inspecteur constate qu'il est explicitement mentionné dans ces deux rapports de contrôle inopiné examinés que *"selon l'arrêté préfectoral en vigueur, l'exploitant a obligation de transmettre à l'administration :*

- *une analyse détaillée des incidents,*
- *une évaluation des conséquences environnementales,*
- *les propositions de mesures correctives."*

Or, l'exploitant n'a entrepris aucune démarche de ce type auprès de l'inspection.

Par ailleurs, les deux dossiers de cessation d'activité de la carrière des 3 cèdres ne mentionnent pas les résultats de ces contrôles inopinés sur les remblais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que la récurrence des anomalies constatées en 2025 ne confère pas un haut niveau de confiance sur la qualité générale des remblais apportés sur la carrière des 3 cèdres, que les 2 dossiers de cessation d'activité de la carrière ne présentent aucune synthèse des contrôles réalisés au titre de l'article III-14 de l'arrêté préfectoral, et du fait du manque de remontée d'information à l'inspection des installations classées quant aux diverses anomalies rencontrées lors du remblayage de la carrière et la restitution très sommaire de leur traitement, il est demandé à l'exploitant de produire une synthèse détaillée de l'ensemble des contrôles inopinés réalisés sur toute la période d'exploitation de la carrière des 3 cèdres, en précisant au cas par cas pour chacune des anomalies rencontrées :

- les actions correctives prises immédiatement (les arrivées futures de déblais d'un chantier / DAP présentant un dépassement ont-elles été immédiatement interrompues, sinon pourquoi ? les arrivées passées d'un chantier / DAP présentant un dépassement ont-elles fait l'objet d'une reprise, sinon pour quelle raison et les conséquences potentielles ont-elles été quantifiées ?),

<p>- les analyses détaillées de ces incidents (des échanges avec les producteurs ont-ils bien été engagés, des causes profondes ont-elles été identifiées ?).</p> <p>Cette synthèse devra comporter une évaluation des conséquences environnementales et pourra également être alimentée au besoin par la synthèse des données issus des autres contrôles (non inopinés) réalisés à l'initiative des exploitants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Plans et information sur l'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article III-18
Thème(s) : Risques chroniques, Plans orientés de la carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les zones déjà exploitées non remises en état, • les zones remises en état, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, <p>- les zones de remblais constitués de terres polluées issues du site accompagnées des informations suivantes : catégories de terres en référence à l'article III.12 du présent arrêté, la nature de la pollution, les côtes topographiques des enfouissements ainsi que le niveau des plus hautes eaux simulées de la nappe.</p> <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).</p> <p>Le plan et les informations visés au présent article sont adressés à l'inspection des installations classées le 1er mars de chaque année.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour justifier du respect de cette exigence, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les plans topographiques de la carrière au 13/01/2026, après le remblai final, (l'un de ces plans avait vocation à être présenté en figure 6 du mémoire de réhabilitation du dossier de cessation d'activité transmis le 29/01/2026 mais restait illisible dans ce document),

- les plans topographiques de la carrière au 03/12/2024, (figurant également dans le mémoire de réhabilitation du dossier de cessation d'activité partiel transmis le 31/01/2025 et complété le 22/10/2025)
- les plans topographiques de la carrière au 20/11/2023.

L'inspecteur ne relève aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article IV-3-3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Trois piézomètres au moins sont implantés sur le site de la carrière (1 en amont et 2 en aval hydraulique).

L'implantation et le nombre de piézomètres sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui peut être celle fournie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Les exploitants font procéder semestriellement au relevé des niveaux piézométriques de ces ouvrages et à des prélèvements dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures à minima sur les paramètres suivants : pH, conductivité, hydrocarbures, DCO et MES.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées le 1er mars de chaque année par les exploitants.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution non-attribuable aux activités d'épandage précédemment exercées dans la zone, les exploitants déterminent par tous les moyens utiles si leurs activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Ils informent le préfet des Yvelines du résultat de ces investigations et le cas échéant des mesures prises et envisagées.

« Généralités sur les prélèvements et analyses : Les prélèvements dans les piézomètres sont effectués après vidange d'au moins trois fois le volume d'eau présent dans l'ouvrage. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé.

- Prélèvements et analyses : un prélèvement pour analyse est effectué sur chaque piézomètre. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- Piézométrie : en mNGF

- conductivité

- température
- turbidité
- pH
- DCO
- MES
- Chlorures
- Fluorures
- Sulfates
- Indice phénol
- Carbone organique total
- Métaux et métalloïdes : Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc, Manganèse, Aluminium, Fer
- Phénol
- Hydrocarbures (C10 à C40)
- HAP
- composés organo-halogénés volatils
- fraction soluble

Fréquence des campagnes de mesures :

Campagnes	Fréquence
la 1 ^{er} année	mensuelle
la 2 ^e année	trimestrielle
Dès la 3 ^e année	semestrielle

Ces mesures doivent être inscrites sur l'application *GIDAF* (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Dans le cas d'une pollution constatée au regard de l'annexe II de l'arrêté du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, les exploitants déterminent par tous les moyens utiles l'origine de la pollution et informent le préfet des Yvelines du résultat de ces investigations et le cas échéant des mesures prises et envisagées.

- Les exploitants surveillent et entretiennent par la suite les piezomètres, de manière à garantir l'efficacité des ouvrages, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de piezomètre

est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

- En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, les exploitants informent le Préfet et prennent les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

- Les exploitant font inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Ils recevront en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

- Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés. »

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant explique qu'il réalise un suivi sur 3 piézomètres dénommés Pz14 (amont), Pz8 (aval) et Pz1 (aval, ce dernier étant situé sur la criblerie LAFARGE).

L'exploitant n'a pas transmis les données d'autosurveillance sur GIDAF, ni dans ses dossiers de cessation d'activité de la carrière transmis les 22/10/2025 et 29/01/2026. Toutefois, il a communiqué à l'inspecteur lors de l'inspection l'ensemble des rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines de 2016 à 2025. Il est constaté qu'aucun bilan de cette surveillance des eaux souterraines avant le début d'exploitation et jusqu'à ce jour n'est exposé dans les mémoires de réhabilitation et ATTES-MEMOIRE joints aux dossiers de cessation d'activité de la carrière transmis les 22/10/2025 et 29/01/2026. Il s'agit pourtant d'éléments cruciaux pour déterminer si des modalités de suivi et de surveillance du site à l'issue de l'exploitation restent nécessaires. L'inspecteur constate que les rapports ne mentionnent pas la piézométrie exprimée en m NGF. L'exploitant transmet alors à l'inspecteur post-inspection un tableau de suivi des niveaux d'eau permettant de vérifier que les piézométries restent toutes inférieures au niveau PHESN et que le piézomètre PZ14 est bien en amont des 2 autres de 2020 à 2025 (mais pas de 2016 à 2019).

L'inspecteur constate que les analyses révèlent des valeurs élevées en sulfates sur l'ensemble des 3 piézomètres depuis 2022, ce paramètre n'étant pas suivi auparavant. Ce constat, bien qu'évident à la lecture de ces rapports, n'est pourtant pas retranscrit dans les mémoires de réhabilitation et ATTES-MEMOIRE des 2 dossiers de cessation d'activité, alors que la question d'une pollution des eaux souterraines du fait de l'exploitation passée de la carrière doit pourtant être posée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé aux exploitants :

- de conserver l'ensemble des résultats d'autosurveillance de l'établissement jusqu'à la production d'une synthèse de l'ensemble de ces résultats (de type bilan quadriennal),
- de mieux préciser la contribution potentielle de l'exploitation de la carrière sur le bruit de fond

<p>observé en sulfates,</p> <p>- de préciser, s'il dispose de suffisamment de données pour la réalisation d'un premier bilan hydrogéologique pour compléter le dossier de cessation d'activité transmis le 29/01/2026,</p> <p>A défaut, la surveillance du site dans les conditions actuelles doit a minima être maintenue post-exploitation. Un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire pourra être pris à l'encontre des exploitants afin d'en préciser les modalités.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2015, article VI
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants sont tenus de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/54 du 22 juillet 2015 portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées.</p> <p>Les exploitants justifient, auprès de l'inspection des installations classées, que les mesures prévues aux articles 3, 4 et 5 de l'arrêté précité sont bien mises en œuvre, en particulier les mesures de suivi environnemental en phase d'exploitation sur le site du projet et après l'achèvement des mesures compensatoires sur la zone d'intérêt écologique.</p> <p>Un bilan des actions mises en œuvre et le cas échéant une synthèse du suivi des espèces protégées sont transmis à l'inspection des installations classées ainsi qu'au Service Nature Paysages et Ressources de la DRIEE avant le 31 décembre de chaque année.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la mesure compensatoire imposée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/54 du 22 juillet 2015 relative à la réalisation d'une zone d'intérêt écologique, les exploitants HMFG et LG indiquent à l'inspecteur qu'ils se sont acquittés auprès de l'EPAMSA de l'intégralité de leur participation financière définie dans le cadre d'une convention bilatérale (signée le 05/10/2015 par l'EPAMSA, le 14/10/2015 par GSM et le 06/11/2015 par LAFARGE) ; en séance, ils indiquent à l'inspecteur qu'un premier paiement a été réalisé à l'EPAMSA en 2016 et le solde en 2024, en conséquence de quoi ils considèrent que la mise en oeuvre de cette mesure compensatoire, ainsi que des suivis associés, n'est plus de leur ressort.</p> <p>Concernant la mesure de suivi sur l'emprise de la carrière des 3 cèdres imposée à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/54 du 22 juillet 2015, les exploitants confirment avoir transmis au Service Nature Paysages de la DRIEAT en date du 26/05/2025 l'ensemble des suivis écologiques annuels réalisés pour les années 2016 à 2024. Le suivi de 2025 n'était pas encore disponible à la date de l'inspection. Les exploitants indiquent que sa finalisation est prévu courant mars 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

